

* João Bernardo : Sept thèses sur la crise actuelle (2008)

Contrairement à ce que les économistes et historiens de la gauche marxiste ont l'habitude d'affirmer, je défends, depuis de nombreuses années déjà, l'idée qu'il est impossible de concevoir une théorie des crises sous le capitalisme. Chaque crise est spécifique et résulte du fait que le système économique, avec l'aggravation de certaines de ses contradictions, ne réussit pas à contourner des obstacles qui, en d'autres circonstances, auraient pu être facilement surmontés. Il faut donc déceler quelles sont les contradictions qui s'aggravent, et une telle analyse change d'une crise à l'autre. Sur cette base, développer une théorie des crises c'est tomber dans le formalisme et remplacer une analyse des structures par la description de certains épisodes.

D'un autre côté, les crises sectorielles ont souvent été confondues avec les crises mondiales. Quand une branche d'activité donnée décline, il se trouve toujours quelqu'un pour prédire que cette situation pourrait se généraliser de façon catastrophique à l'ensemble de l'économie, en oubliant que – ce qui est à la fois une cause et son effet – le déclin d'une branche entraîne l'essor, ou même l'émergence, d'autres branches. Pire encore, le fonctionnement cyclique de l'économie est fréquemment confondu avec une crise.

Dans une phrase souvent citée, Galbraith a écrit que les économistes ont prédit beaucoup plus de crises que celles ayant vraiment eu lieu ; à ce propos, il se référait clairement à ses collègues et pas aux auteurs de la gauche marxiste qui aiment écrire au sujet de l'économie, puisque, pour ces derniers, une nouvelle crise peut se déclencher à tout moment. Ces élucubrations comportent une grande part de magie, comme si le simple fait de discourir sur la crise pouvait affaiblir le capitalisme. Et les marxistes qui croient que la base du capitalisme continue à être très solide et que ses capacités à croître amplement n'ont pas été affectées sont considérés avec haine par d'autres ennemis du capitalisme, comme si une analyse qu'ils jugent erronée pouvait insuffler une nouvelle vie au système.

En vérité, la gauche anticapitaliste dévoile, dans ces occasions, sa faiblesse fondamentale, dans la mesure où elle espère atteindre, grâce à la crise du capital, ce que la force même de la classe ouvrière n'a pas réussi à obtenir. Les «grands penseurs» de la révolution n'ont pas encore décidé si le capital s'autodétruit, ou si ce sont les travailleurs qui mèneront à bien cette tâche. Et tant qu'ils hésiteront et resteront indécis sur ce point, les militants d'extrême gauche ne définiront jamais de stratégie autonome, autrement dit, n'atteindront jamais la maturité.

À mon avis, la crise financière actuelle – car c'est de cela qu'il s'agit pour le moment – résulte de plusieurs processus liés entre eux.

1) L'un des éléments de la crise actuelle est le long déclin des États-Unis en tant que puissance économique. Ce déclin a empiré ces derniers temps et se manifeste maintenant de façon flagrante en Irak, où les mécanismes strictement économiques de l'impérialisme ont été remplacés par des mécanismes guerriers. L'une des leçons les plus instructives, mais les moins comprises, de cette guerre funeste est le fait que l'administration nord-américaine, qui obéit aux intérêts des grandes sociétés pétrolières, au lieu de prendre le contrôle de la production irakienne en utilisant les outils du marché et les investissements de capitaux, a préféré tenté d'atteindre cet objectif en déclenchant une guerre qui a causé la destruction d'une grande partie des capacités d'extraction et de transport de cette matière première. Subissant des coûts incomparablement plus élevés, pour ne pas parler des pertes en vies humaines, le capitalisme nord-américain profite beaucoup moins du pétrole irakien que si les États-Unis n'avaient pas envahi et détruit ce pays.

Comparez ce paradoxe avec le comportement des capitalistes chinois, qu'ils appartiennent au secteur privé ou au secteur d'État, et qui, ces dernières années, ont assuré une présence très forte mais discrète en Afrique en utilisant simplement des armes économiques. Le fait que les États-Unis n'aient pas réussi à

imposer leurs plans en Irak est le symptôme d'une décadence très profonde. Ceux qui étaient jadis les maîtres de l'économie internationale sont maintenant réduits à une sorte de force de police mondiale.

Dans le cadre bref de ces notes, je n'ai pas l'intention d'exposer, même de façon synthétique, les principaux aspects du déclin de l'économie américaine. Mais un chiffre me semble être suffisamment éloquent : en pourcentages du produit intérieur brut, les investissements nord-américains dans les infrastructures matérielles des communications et des transports représentent la moitié (2,4%) de ceux de l'Union européenne (5%). Nous observons ici la détérioration d'une condition générale de la production qui affecte toutes les branches économiques. Les États-Unis ne connaissent pas seulement une crise financière ; au cours des dernières décennies ils ont accumulé des problèmes qui affectent le cœur même du processus productif.

2) Un second facteur de la crise est étroitement lié avec ce que j'ai souligné dans la thèse précédente : le rééquilibrage des puissances mondiales. En général, entre les deux tiers et les trois quarts des investissements directs étrangers (IDE) – que je définirai ici, de manière simplifiée, comme ceux réalisés par les entreprises transnationales – circulaient entre trois pôles : l'Europe, l'ensemble formé par les États-Unis et le Canada, et enfin le Japon. Au cours de la première moitié des années 1980, les pays en développement ont reçu 25% du total des IDE, montant qui a été réduit à 17% durant la seconde moitié des années 1980. Durant les années qui ont suivi, on a observé une augmentation de ces IDE : cela a poussé certains économistes à tirer des conclusions hâtives, étant donné qu'en 1991, 26% des investissements directs étrangers allèrent dans les pays en développement et 35% en 1992. Mais cette augmentation était due au fait qu'une trentaine de pays en développement, y compris la Chine et l'Inde, opposés jusqu'alors aux investissements transnationaux, ouvrirent leurs frontières. En même temps, la vague de privatisation des entreprises publiques dans les pays en développement augmenta les opportunités offertes aux investissements étrangers. En 1995, ce groupe de pays obtenait encore 32% des IDE, mais en 1999 ce pourcentage tomba déjà à 25%.

Contrairement à une conviction enracinée dans les populations des pays les plus pauvres, les firmes transnationales ne donnent pas la priorité au travail bon marché ; elles préfèrent exploiter la main-d'œuvre qualifiée, parce qu'elle est plus productive. Ce n'est pas à Haïti ou au Congo que le capitalisme a prospéré, mais en Suède et en Allemagne. Les investisseurs transnationaux recherchent les régions les plus productives où l'économie est développée et où la force de travail est sophistiquée. Certes, si deux forces de travail ont le même niveau de qualification, et que l'une est moins rémunérée que l'autre, les investisseurs transnationaux préféreraient la première. Mais, même dans ce cas, ils s'intéresseront davantage aux infrastructures matérielles du pays ou de la région concernée, car le manque d'infrastructures risque de ne pas compenser les avantages qu'offrent des coûts salariaux inférieurs.

Ce même critère régit la répartition des investissements directs étrangers au sein des pays en développement. Les grandes firmes transnationales recherchent des États offrant la main-d'œuvre la plus qualifiée et des infrastructures matérielles qui peuvent assurer un plus grand potentiel de croissance. Pour cette raison, en dehors des trois grands pôles (Union européenne, Amérique du Nord et Japon), le reste des investissements directs étrangers s'est porté de préférence vers la Chine, l'Inde et le Brésil. De cette manière, si, d'une part, nous assistons au déclin des États-Unis, d'autre part, nous observons une réorganisation qui a déjà transformé la Chine en une nouvelle puissance économique et politique, et donné à l'Inde et au Brésil les moyens de devenir des puissances économiques. Contrairement à ce qui s'est passé dans les années 1930, la crise économique et financière que subissent les États-Unis ne correspond pas à une crise mondiale, mais plutôt au renforcement des possibilités de développement de vastes régions du globe.

3) Ce tableau global est rendu encore plus complexe du fait que, pendant les dernières décennies, les pays ont cessé de constituer de véritables entités économiques et donc que les États nationaux et leurs gouvernements respectifs ont perdu leur suprématie. J'ai beaucoup écrit sur ce sujet, et beaucoup d'autres auteurs ont fait de même, chacun avec son point de vue, mais en partant de faits identiques. Ce qui

caractérise la circulation transnationale des capitaux c'est la capacité d'esquiver toutes les barrières douanières, ce qui prive les gouvernements de leurs armes.

Pour comprendre les tenants et les aboutissants de cette question, nous pouvons commencer par un exemple simple. Durant la première moitié des années 80, lorsque l'administration Reagan était préoccupée par l'avantage compétitif des exportations japonaises de voitures, de camions et de deux-roues, elle a imposé la hausse des droits de douane. Mais les entreprises japonaises ont réagi purement et simplement en investissant aux Etats-Unis où elles ont commencé à fabriquer leurs véhicules, hâtant ainsi encore davantage le déclin de l'industrie automobile nord-américaine. En fait, il a suffi que les grandes entreprises japonaises craignent l'augmentation des droits de douane pour qu'elles anticipent cette mesure et commencent à fabriquer leurs produits aux Etats-Unis, comme cela s'est aussi arrivé avec les machines-outils. Et le même phénomène s'est produit pendant la seconde moitié des années 1980 avec la production d'ordinateurs. Selon Dennis Encarnation, professeur à la Harvard Business School, au début des années 1990, les ventes aux États-Unis d'usines, d'unités de montage et de magasins placés sur le territoire américain mais détenus par des capitaux japonais ont représenté le double du montant des exportations du Japon vers les Etats-Unis.

Le même phénomène s'est produit, dans le sens inverse, au milieu des années 80, lorsque de nombreuses entreprises occidentales, afin d'éviter les mesures protectionnistes prises par le Japon, ont ouvert des usines sur place plutôt que d'exporter leurs produits vers ce pays.

Aujourd'hui, ce que la plupart des statistiques continuent à décrire comme des flux commerciaux entre les économies nationales, est en réalité un phénomène qui se produit au sein des firmes transnationales. Selon une étude fondamentale menée par De Anne Julius, à la fin des années 80, les échanges entre les entreprises et leurs succursales à l'étranger représentaient plus de la moitié du total des échanges au sein des pays de l'OCDE. Durant les mêmes années, environ un tiers des exportations nord-américaines était envoyé à des entreprises étrangères détenues par des sociétés ayant leur siège aux États-Unis, et un autre tiers était constitué de marchandises que les entreprises détenues par des étrangers ayant des succursales aux États-Unis exportaient vers les pays où ils avaient leur siège. Dans le sens opposé, en 1986, près de 1/5^e des importations aux États-Unis provenait d'entreprises américaines situées dans des pays étrangers, et près d'un tiers était composé de marchandises que des entreprises étrangères ayant des succursales aux États-Unis avaient obtenues des pays où elles avaient leur siège.

Si nous essayons d'avoir une vision globale, à la fin des années 80, les calculs de De Anne Julius montrent que le total des ventes réalisées par les entreprises possédées par des Nord-Américains, qu'il s'agisse de leur siège ou de leurs succursales, à des entreprises détenues par des étrangers était cinq fois plus élevé que l'estimation totale des exportations américaines. En même temps, les entreprises étrangères avaient acheté trois fois plus que le volume des importations américaines. A cette époque, parmi les douze principaux pays de l'OCDE, onze Etats avaient vendu davantage aux Etats-Unis, à travers des filiales nord-américaines de sociétés ayant leur siège dans ces pays, que grâce aux exportations directes.

Dans une situation où seules les données nationales sont rendues publiques, et où les statistiques des entreprises restent confidentielles, ces calculs sont très difficiles et peu d'économistes osent pénétrer sur ce terrain, mais tout indique que les valeurs calculées pour la seconde moitié des années 80 sont aujourd'hui encore plus élevées.

Par conséquent, lorsque l'on mentionne la nature concurrentielle des produits chinois, mieux vaudrait ne pas oublier que la plus grande partie de la croissance des exportations chinoises est due à des succursales chinoises de firmes transnationales. Cela ne devrait pas nous surprendre, car à la fin des années 1980 et au début des années 1990, les succursales japonaises installées aux Etats-Unis représentaient la plus grande part des exportations de ce pays vers le Japon.

En effet, le fait même que les statistiques soient uniquement nationales alimente une vision nationaliste anachronique de l'économie. Au lieu de considérer l'existence d'un plan structuré de production et de distribution au sein des grandes firmes transnationales, les spécialistes préfèrent imaginer une concurrence désordonnée entre des entités nationales.

4) Une économie mondiale, dans laquelle les États-nations et leurs gouvernements respectifs ont perdu leur primauté et les firmes transnationales sont gérées par un réseau de pôles interconnectés, toujours changeants, une telle économie mondiale ne repose plus sur des monnaies nationales.

En 1970, lorsque les institutions officielles nord-américaines possédaient près de 24 milliards de dollars placés à l'étranger, les particuliers et les entreprises en possédaient environ 22 milliards. Ce déséquilibre n'a fait que croître depuis lors. Cela signifie que, à force de fabriquer des billets verts qui circulent à l'échelle mondiale, l'administration nord-américaine en a perdu le contrôle. Tel a été le fait fondamental qui a conduit au démantèlement des accords de Bretton Woods, démantèlement reconnu par les accords de Washington (ou Smithsonian Agreement) les 17 et 18 décembre 1971, l'une des dates les plus importantes de ce long processus de réorganisation économique, qui n'est pas encore achevé.

Mais, aujourd'hui, ce n'est pas le cours du dollar qui est en cause ni une comparaison entre les dépôts officiels et les dépôts privés [de cette monnaie ou d'une autre]. Le volume actuel des transactions financières étant de loin supérieur à toutes les réserves bancaires, il est impossible pour les banques centrales de contrôler les monnaies nationales sans tenir compte des positions des grandes firmes transnationales. Des accords, clairs ou implicites, doivent exister. Aucune banque centrale ne peut soutenir sa monnaie, si des mouvements systématiques se déploient contre cet outil.

5) C'est dans cette perspective que nous devons comprendre le remodellement du crédit et des mécanismes financiers qui a eu lieu au cours des dernières années. On dénonce beaucoup maintenant le rôle du «capitalisme spéculatif», en ignorant (ou en oubliant) que ce fut l'un des concepts typiques de l'extrême droite fasciste ou fascisante durant les années 1920 et 1930. Le national-socialisme de Hitler a donné au «capitalisme spéculatif» une connotation biologique, en l'identifiant avec les Juifs, de telle manière que les chambres à gaz dans le Troisième Reich et les Einsatzgruppen (commandos d'extermination) dans les territoires occupés de l'Est ont été la conséquence finale de cette notion de «capitalisme spéculatif» .

Il existe de nombreux marxistes de gauche aujourd'hui, qui en toute candeur, reproduisent cette terminologie et, pire encore, ces idées. Le capitalisme ne connaît pas d'opposition entre la production et le crédit ; en fait, une telle opposition n'existait pas même pas au temps du mercantilisme, du moins en ce qui concerne le crédit obtenu par les mécanismes fiduciaires. La fonction du crédit est de permettre à la production de fonctionner de façon fluide et, lorsqu'elle atteint la complexité actuelle, les mécanismes financiers sont à la fois très complexes et surtout très diversifiés. De plus, à une période où le cadre national des économies a été dépassé et où, de toute façon, l'émission de monnaies nationales ne suffit plus du tout à satisfaire les besoins, les banques et les autres institutions financières sont elles-mêmes obligées de constamment créer d'autres formes de monnaie bancaire et elles le font directement dans le cadre transnational où elles opèrent.

Évidemment, des spéculateurs sévissent dans les milieux financiers, mais ils ont toujours existé tout comme on a toujours trouvé des individus qui se livraient à la contrefaçon dans l'industrie et des pickpockets dans les centres commerciaux. Ce n'est pas de cette façon que nous pourrions comprendre les mécanismes de l'économie. Il serait souhaitable que, de temps en temps, les marxistes suivent la démarche de Marx qui, dans *Le Capital*, critiquait le capitalisme non pas en évoquant ses anomalies, mais en observant son fonctionnement normal.

6) Aujourd'hui, il existe donc un nouveau cadre économique, des moyens, des outils, mais ce qui manque c'est la coordination entre eux. Les mécanismes de régulation sont de toute évidence insuffisants pour les besoins actuels. Avec le déclin des nations en tant que cadre économique et donc le déclin du rôle des gouvernements nationaux, les institutions et les mécanismes interétatiques ont également été remis en cause. Certains d'entre eux survivent comme ils avaient été conçus dans les Accords de Bretton Woods, d'autres ont subi des modifications qui n'affectent pas leur substance, tandis que le grand capital transnational a déjà dépassé tout cela au cours de son développement. D'un autre côté, cependant, les grandes firmes transnationales, alors qu'elles s'étaient montrées plus ou moins capables de se réguler elles-mêmes, ne semblent pas être en mesure de réguler le système dans son ensemble.

En réalité, ces grandes sociétés ont essayé jusqu'à maintenant de profiter du meilleur des deux mondes, en étant, en pratique, des institutions publiques tout en continuant à se présenter comme des institutions privées d'un point de vue juridique. Ainsi, en 1992, la Banque mondiale a adopté des *Lignes directrices sur le traitement des investissements directs étrangers* : ce document a été accepté par les administrateurs de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international après qu'ils eurent consulté les gouvernements intéressés, d'autres organisations internationales, des groupes d'hommes d'affaires et des associations juridiques internationales. Mais bien que ce texte ait formulé des recommandations volontaires, il avait pour objectif de réguler seulement l'action des Etats, pas celle des transnationales. A cette occasion, la Banque mondiale déclara clairement que les *Lignes directrices* proposaient des «*principes généraux destinés à orienter le comportement des gouvernements face aux investisseurs étrangers mais qu'elles n'inclu[ai]ent pas de règles de bonne conduite concernant les investisseurs étrangers*». Cette deuxième dimension fut négociée durant une longue période dans le cadre du *Code de conduite des firmes transnationales de l'ONU*, mais, après des consultations officieuses en juillet 1992, les délégations décidèrent qu'il était impossible d'arriver à un consensus et mirent un terme à toutes les négociations menées au cours des quinze années précédentes. Ainsi, on a délibérément créé un vide juridique autour des firmes transnationales, au point que l'un de leurs principaux organes idéologiques, l'hebdomadaire *The Economist*, a insisté à plusieurs reprises sur le fait qu'il n'existait pas d'entreprises transnationales, mais seulement des sommes d'entreprises nationales.

La crise actuelle me semble condamner cette idée fautive. Les institutions qui se limitent à la sphère nationale sont dépassées, ce qui mine les fondements de la survie des organisations internationales organisées sur le modèle d'une assemblée des nations. La solution alternative la plus viable semble résider dans une nouvelle alliance entre les grandes firmes transnationales et les nouveaux organes supranationaux qui émergeraient des institutions internationales existantes. Mais le fait que les grandes firmes transnationales agissent comme des organes souverains à l'échelle mondiale sans que cette souveraineté soit reconnue officiellement constitue l'un des principaux obstacles qui rend difficile, voire empêche, la réorganisation urgente des institutions chargées de la régulation économique.

Enfin, il resterait à faire, à l'échelle mondiale, ce que la Chine a réussi à l'échelle de son économie, c'est-à-dire gérer conjointement le capitalisme d'Etat et les grandes entreprises privées dans le cadre d'un seul organe de décision, consacré par l'admission des capitalistes privés au sein d'un parti qui continue – évidemment – à s'appeler communiste. Par conséquent, il semble que, dans ce domaine aussi, le capitalisme chinois montre la voie à suivre.

7) La grande différence entre ce système hypothétique de régulation que je viens d'évoquer, ou tout autre système semblable, et le keynésianisme qui a été promu à la suite de la Seconde Guerre mondiale est dans l'intégration des travailleurs. Dans le modèle keynésien, tel qu'il a été appliqué par les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates, le taux de croissance économique, l'augmentation de la masse monétaire et le taux de croissance des salaires résultaient d'accords tripartites entre les confédérations patronales, l'Etat et les centrales syndicales. Toutefois, pour que les syndicats puissent contribuer à réguler le marché du travail, il faut qu'ils regroupent un pourcentage significatif des travailleurs. Or, aujourd'hui, les syndicats ne peuvent plus être considérés comme les représentants des travailleurs puisque les taux de syndicalisation ont chuté de façon spectaculaire.

En Australie, où plus de 50% de la population active étaient syndiqués en 1970, ce pourcentage a chuté à 25% en 2001. L'évolution a été pratiquement identique au Royaume-Uni, passant de près de 50% dans la seconde moitié des années 1970 à quelque 30% en 2006. Egalement en Italie, où en 1980, environ 50% des travailleurs étaient syndiqués, maintenant le taux de syndicalisation est inférieur à 40%. Aux Etats-Unis, 34% de la population active étaient syndiqués en 1965 et seulement 12% en 2006. En Allemagne, le taux de syndicalisation dépassait les 30% pendant les années 1990 mais il est tombé à 20% en 2003. Et finalement en France où les syndicats ont organisé 20% de la population dans les années 1970, cette proportion est tombée à moins de 9% en 2006. Très peu de pays ont échappé à cette tendance.

Aujourd'hui, les syndicats ne contribuent plus à organiser le marché du travail, car ils en sont devenus incapables. Ils survivent principalement en tant que détenteurs de capitaux. Les mécanismes qui ont

permis aux syndicats de s'approprier, de droit ou de fait, d'importants paquets d'actions sont complexes et variés. Je ne peux aborder cette question dans ces notes comme j'ai pu le faire dans un livre écrit en collaboration avec Luciano Pereira¹. Pour montrer l'ampleur du problème, il suffit de mentionner que, en 2003, sur les 17 milliards de dollars que représentaient les fonds de pension et les fonds communs de placement dans le monde, quelque 12 milliards étaient directement liés à des syndicats, ou gérés par des représentants des salariés.

Dans de telles conditions les capitalistes peuvent-ils contrôler les travailleurs uniquement grâce à la discipline qu'ils font régner au sein des entreprises et à l'énorme système de contrôle électronique mis en place en dehors des lieux de travail ? Aujourd'hui, le crédit est certainement devenu l'un des moyens les plus puissants pour contrôler les travailleurs. Dans les pays les plus développés, la généralisation du crédit individuel et de la monnaie électronique a conduit à la disparition de toute démarcation claire entre le montant du salaire et le montant des dépenses ; elle a placé la plupart des travailleurs dans une situation semblable à celles qu'ils avaient, dans une époque antérieure, quand ils s'endettaient auprès du magasin possédé par leur patron. Ils sont devenus prisonniers de la dette, comme cela arrive aujourd'hui à tous les salariés dans les pays développés. En effet, le fait que la crise actuelle se déroule au niveau du crédit pourrait devenir un facteur très grave contribuant à la domestication des travailleurs. Et les capitalistes n'hésitent pas à utiliser tout le potentiel de cette arme.

Malgré cela, les mécanismes actuels de contrôle seront-ils suffisants ? Après avoir détruit ou marginalisé les organes bureaucratiques de la représentation et de l'intégration des travailleurs, les patrons réussiront-ils, de leur propre chef, à créer de nouveaux moyens de réguler le système économique y compris le marché du travail ? Aujourd'hui, les journalistes (et les universitaires qui acceptent de s'abaisser au niveau des plumitifs des médias) évoquent à tout propos les vertus du marché libre et ils le font précisément à un moment où l'influence des oligopoles et oligopsones sur le marché a atteint un niveau sans précédent. Mais, malgré toute la démagogie de ces discours, les citoyens ordinaires se rendent compte, grâce à leur expérience pratique, qu'il existe un seul libre marché concurrentiel, celui qui organise la concurrence entre les travailleurs. Jusqu'à présent, tel a été, en termes économiques, le facteur qui a contribué le plus à la suprématie incontestée des patrons au cours des deux ou trois dernières décennies. Le marché n'est régi par la libre concurrence que pour les travailleurs qui entrent en compétition avec les autres salariés. Mais ce fractionnement et cette fragmentation des travailleurs ne soulèveront-ils pas de graves problèmes au capitalisme s'il veut réglementer globalement le système ? Telle est la question cruciale à laquelle les luttes sociales devront répondre au cours des années à venir. Et de cette réponse dépendra l'évolution de la crise et la façon dont elle sera résolue.

- João Bernardo

Revista de Economia, vol. 11, n° 2, 2008 (traduit du portugais par Y.C.)

Bibliographie partielle de Joao Bernardo (à ma connaissance, aucun de ses livres ou articles n'a été traduit en français, mais plusieurs l'ont été en anglais ; de plus il a participé à l'écriture de nombreux éditoriaux lorsqu'il participait au journal *Combate*, source d'information et de réflexion précieuse sur les luttes des travailleurs portugais après 1974)

- *Para uma Teoria do Modo de Produção Comunista* (1975) [Pour une théorie du mode de production communiste]

- *Marx Crítico de Marx. Epistemologia, Classes Sociais e Tecnologia em "O Capital"*, (1977) [Marx critique de Marx. Épistémologie, classes sociales et technologie dans *Le Capital*, 3 volumes]

¹ *O capitalismo sindical* [Le capitalisme syndical] de João Bernardo et Luciano Pereira, Xama Editora, Sao Paulo, 2008.

- *Lucha de Clases en China* (1977) [Luttes de classes en Chine]
- *O Inimigo Oculto. Ensaio sobre a Luta de Classes, Manifesto Anti-Ecológico* (1979) [L'ennemi occulte. Essai sur la lutte de classes, Manifeste anti-écologique]
- *Capital, Sindicatos, Gestores* (1987) [Capital, syndicats, gestionnaires]
- *Crise da Economia Soviética* (1990) [Crise de l'économie soviétique]
- *Economia dos Conflitos Sociais* (1991; 2^e édition 2009) [Economie des conflits sociaux, disponible en PDF en portugais]
- *Dialéctica da Prática e da Ideologia* (1991) [Dialectique de la pratique et de l'idéologie]
- *Poder e Dinheiro. Do Poder Pessoal ao Estado Impessoal no Regime Senhorial, Séculos V-XV*, 3 volumes (1995, 1997, 2002) [Pouvoir et argent. Du pouvoir personnel à l'état impersonnel dans le régime seigneurial V^e-XV^e siècle]
- *Estado. A Silenciosa Multiplicação do Poder* (1998) [Etat. La multiplication silencieuse du pouvoir, disponible en PDF en portugais]
- *Transnacionalização do Capital e Fragmentação dos Trabalhadores. Ainda Há Lugar para os Sindicatos ?* (2000), [Transnationalisation du capital et fragmentation des travailleurs. Les syndicats ont-ils encore une place ? dont un chapitre a été publié en français dans *Ni patrie ni frontières* n° 23-24]
- *Labirintos do Fascismo. Na Encruzilhada da Ordem e da Revolta* (2003) [Labyrinthe du fascisme. Au croisement de l'ordre et de la révolte ; une nouvelle édition augmentée est disponible sur Internet depuis 2015]
- *Democracia Totalitária. Teoria e Prática da Empresa Soberana* (2004) [Démocratie totalitaire. Théorie et pratique de l'entreprise souveraine, disponible en PDF en portugais]
- *Capitalismo Sindical* (en collaboration avec Luciano Pereira) (2008) [Capitalisme syndical]
- *A sociedade burguesa de um e outro lado do espelho: La Comédie humaine* (2013) [La société bourgeoise des deux côtés du miroir, *La Comédie humaine*, disponible sur le site A Foice e o Martello]
- *Os Sentidos das Palavras* [Le sens des mots ; une analyse de la terminologie économique et sociale dans l'œuvre de Balzac, disponible en PDF en portugais]

De nombreux articles en portugais et en anglais se trouvent notamment sur les sites *Passa Palavra*, *The Commune*, et surtout *A Foice e o Martello*
[\(<http://www.foiceomartello.com.br/posfsa/index.php?id=Autores&aut=Bernardo,%20Jo%E3o>\):](http://www.foiceomartello.com.br/posfsa/index.php?id=Autores&aut=Bernardo,%20Jo%E3o)

- * **1985** : «O proletariado como produtor e como produto» [Le prolétariat comme producteur et comme produit]
- * **1992** : «A proposito da Economia dos conflitos sociais» [A propos de *L'Economie des conflits sociaux*]
- * **1992** : «A legitimidade democratica do fascismo» [La légitimité démocratique du fascisme]
- * **1992** : «Là e cá» [Là et ici]
- * **1993** : «Desagregação do sistema soviético e transformação das formas de propriedade» [Désagrégation du système soviétique et transformation des formes de propriété]
- * **1994** : «POST-POST : se a sociedade é tão entusiasmante, porquê tanta apatia ?» [Si la société est tellement enthousiasmante, pourquoi y a-t-il tant d'apathie ?]
- 1994** : «Autonomia dos trabalhadores, estado e mercado mundial» [Autonomie des travailleurs, Etat et marché mondial]
- 1996** : «A classe operaria esta em expansão» [La classe ouvrière est en expansion]
- 2005** : «Até que ponto é *solidária* essa tal *economia* ?» [Cette économie est-elle vraiment solidaire ?]
- * **2005** : «Um acto estético: sobre as expulsões na Unesp-Franca» [Un acte esthétique sur les expulsions dans l'UNESP en France]
- * **2005** : «A autogestão da sociedade prepara-se na autogestão das lutas» [L'autogestion de la société se prépare dans l'autogestion des luttes]
- * **2005** : «O PT brasileiro vinte anos depois» [Le PT brésilien, vingt ans plus tard]
- * **2005** : «Trabalhadores: classe ou fragmentos ?» [Travailleurs : classe ou fragments]

* **2005** : «Algumas reflexões acerca do livro *Democracia Totalitária*» [Quelques réflexions sur le livre *Démocratie totalitaire*]

* **2006** : «Apresentação de Maurício Tragtenberg, *Burocracia e Ideologia*» [Présentation du livre de Maurício Tragtenberg, *Bureaucratie et idéologie*]

* **2006** : «Caia quem quiser» [Tombe qui veut bien tomber]

* **2006** : «Tempos livres, livres de quê ?» [Temps libre, mais libre de quoi ?]

* **2006** : «O tempo – substância do capitalismo» [Le temps, substance du capitalisme]

2006 : «Considerações inoportunas e politicamente incorrectas acerca de uma questão dos nossos dias» [Considération inopportunes et politiquement incorrectes sur une question actuelle]

2006 : «Portugal ?»

2006 : «A actualidade das reflexões de Maurício Tragtenberg em *Administração, Poder e Ideologia* [De l'actualité des réflexions de Maurício Tragtenberg dans son livre *Administration, pouvoir et idéologie*].

2006: «Um duplo desafio» [Un double défi – sur les luttes étudiantes]

* **2008** : «Sete teses sobre a actual crise» [Sept thèses sur la crise actuelle]

* **2009** : «Entre a luta de classes e o ressentimento» [Entre lutte de classes et ressentiment]

* **2009** : «Epilogo e prefacio [um testemunho presencial]» [Epilogue et préface [un témoignage personnel]

* **2009** : «Perspectivas do capitalismo na actual crise económica» [Perspectives du capitalisme dans la crise économique actuelle]

* **2009** : «Sixty years of *Socialisme ou Barbarie* [Soixante ans de *Socialisme ou Barbarie*]

* **2009** «Marxismo e nacionalismo» [une série de 4 articles sur les rapports entre marxisme et nationalisme : 1. L'antislavisme d'Engels et de Marx ; 2. Les communistes russes et la question nationale ; 3. Le Parti communiste allemand et l'extrême droite nationaliste ; 4. Communisme et tiersmondisme]

* **2010** : «From persecuted to persecutors: the lessons of zionism» [De persécutés à persécuteurs : les leçons du sionisme²]

* **2010** : «The early russian revolution: Laurat in wonderland – 1» [Les débuts de la révolution russe : Lucien Laurat au Pays des merveilles]

* **2010** : «The social fabric of stalinism: Laurat in wonderland» – 2 [Le tissu social du stalinisme : Lucien Laurat au Pays des merveilles]

* **2011** : «O Brazil : hoje e amanhã» [Le Brésil aujourd'hui et demain, une série de 8 articles : 1. Hésitations ; 2. Désindustrialisation ou progrès technologique ? 3. Infrastructures ; 4] Enseignement et Recherche et développement ; 5. Capitalisme bureaucratique ; 6. Une transnationalisation tardive ; 7. Géographie du nouvel impérialisme ; 8. Réseau du nouvel impérialisme]

* **2011** : «O mito da natureza» [3 articles sur le mythe de la nature: 1. La mythification du paysan ; 2. L'agriculture familiale sous le fascisme ; 3. L'agriculture familiale sous le nazisme]

* **2011** : «Socialismo da abundância, socialismo da miséria» [Socialisme de l'abondance, socialisme de la misère]

* **2012** : «Alexander Dugin: o artigo que não escrevi» [Alexandre Douguine : l'article que je n'ai pas écrit]

* **2012** : «Ecologia, a fraude do nosso tempo» [L'écologie, l'escroquerie de notre temps]

* **2012** : «Ponto final. *Um manifesto*» [Point final, un manifeste]

* **2012** : «Romance policial» [2 articles sur le roman policier : 1. L'action du détective ; 2. La solitude du détective]

² Les lecteurs et lectrices de la revue ne s'étonneront pas, avec un titre qui réalise un amalgame aussi absurde et dangereux (ce ne furent pas les « sionistes » qui furent persécutés pendant des siècles mais les Juifs !) que je sois en désaccord total avec l'auteur et ses analyses du sionisme comme une des variétés du « fascisme » (*Note du traducteur*).

- * **2012** : «Sociedade urbana e industrial. Uma resposta» [Société urbaine et industrielle. Une réponse]
- * **2013** : «Post-scriptum: contra a ecologia» [une série d'articles contre l'écologie : 1. La racine d'un débat ; 2. Le lieu commun de notre époque ; 3. L'hostilité contre la civilisation urbaine ; 4. L'agro-écologie et la plus-value absolue ; 5. Georgescu-Roegen et la décroissance économique ; 6. Malthus, théoricien de la croissance ; 7. «Les limites de la croissance» ou une croissance sans limites ; 8. Opportunités d'investissement et aggravation de l'exploitation]
- * **2013** : «The shipwrecked anti-fascist refugees during world war II» [une série de 3 articles sur les réfugiés antifascistes durant la Seconde Guerre mondiale ; le titre portugais est plus elliptique : «Les naufragés»].
- * **2014** : «Sobre a esquerda e as esquerdas» [Sur la gauche et les gauches]